

Nouveau : vous pouvez consulter les anciens numéros d'**Echo-Développement** sur le site Internet :
www.ifrance.com/actu-oi/

OCEAN INDIEN

Cycle de préparation aux engagements humanitaires et à la solidarité Internationale Envie d'agir dans la solidarité internationale ?

Le Centre d'Education Populaire et de Sport de La Réunion, Institut Français de la Jeunesse et des Sports de l'Océan Indien, en partenariat avec l'Institut Bioforce Développement de Lyon proposent un "Cycle de Préparation aux Engagements Humanitaires et à la Solidarité Internationale".

Ce cycle a pour finalité la préparation des participants, diplômés ou titulaires de qualifications professionnelles, à vivre et travailler dans les environnements humains, économiques et sociaux des pays où ils exerceront leur mission humanitaire et leur métier dans le secteur de la solidarité internationale.

Le Cycle de Préparation aux Engagements Humanitaires et à la Solidarité

Internationale est une formation qualifiante se déroulant sur une durée de six mois avec un total de 720 heures de formation. La première promotion de ce cycle est prévue de novembre 2003 à avril 2004 avec un stage pratique de deux mois sur la zone de l'Océan Indien.

Les épreuves de sélection se dérouleront en septembre 2003 ; la rentrée aura lieu en novembre 2003 au Creps de La Réunion.

CREPS de La Réunion
BP 222 – 97493 Sainte Clotilde Cédex
Tél : 02 62 94 71 97
Courriel : christophe.pomez@jeunesse-sports.gouv.fr

Enda Océan Indien Formation d'animateurs-éducateurs...

Enda Océan Indien est une entité de l'ONG Enda tiers-monde basée à Dakar. Elle a été créée en 1996 et œuvre sur des projets de lutte contre la pauvreté à Antananarivo. Parmi ses activités principales, Enda Océan Indien fait notamment partie du Comité pour la formation des animateurs-éducateurs en partenariat avec l'association Energie-Nouveau Relais des Jeunes, et les Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active à Madagascar (CEMEAM). Depuis 1998, cinq promotions d'animateurs éducateurs (soit presque 100 personnes) travaillant auprès des populations difficiles dans des associations ou ONG à Madagascar ont été diplômées, le Certificat d'aptitude étant reconnu par le ministère de la Population malgache. De plus, cinq promotions de leaders de quartier ont également été formées.

Le CFAE se propose cette année de lancer une session internationale de formation. Elle aura lieu au mois de septembre et devrait réunir une trentaine de participants. Les objectifs de cette rencontre sont le renforcement des compétences en animation et l'amélioration des outils d'animations. Outre la formation, elle sera l'occasion

d'un échange d'expériences et de pratiques entre les îles de l'Océan Indien (Madagascar, Comores, La Réunion, Seychelles, Maurice), ainsi que le Congo Kinshasa.

Elle s'adresse donc à des animateurs éducateurs francophones, travaillant depuis deux à cinq ans environ dans des associations ou ONGs des îles de l'Océan Indien, et dont le public-cible sont les populations en situation difficile, aussi bien urbaines que rurales.

Les inscriptions se font de début juillet à la mi-septembre.

Inscriptions et renseignements

Sylvain Decultieux, coordonnateur par intérim.

Enda océan indien

lot III K 46 H, Antetozanafovoany

BP 1467, Antananarivo 101

Madagasikara

Tél.: 22 261 64

E-mail: endaoui@simicro.mg

ou

Madame Lalatiana

44, Rue Rainandriamampandry Ambondrona Antananarivo

Tél. 22 614 74 Email : lalatiana.endaoui@simicro.mg

Comité pour la formation des animateurs éducateurs Enda O.I. 44, rue Rainandriamampandry Ambondrona Antananarivo

Tél.: 22 614 74 E-mail: endaoui@simicro.mg

Santé mentale

Vers un programme régional de codéveloppement...

Du 11 au 12 juin 2003 à Antananarivo, des Malgaches, des Réunionnais, des Mauriciens et des Comoriens ont participé à un séminaire sur la santé mentale dans l'Océan Indien. Cette rencontre a permis un échange d'expériences et de résultats dans les soins des malades mentaux. A terme, l'objectif est d'élaborer une politique de santé mentale tenant compte des spécificités socioculturelles de la région. La prévalence moyenne des troubles mentaux dans l'Océan Indien est de 30%. La cause principale de ces troubles n'est rien d'autre que la pauvreté. A l'issue de ce séminaire, un programme régional de co-développement en santé mentale communautaire devrait être mis en place.

MADAGASCAR

Salon Business to Business

Inciter l'informel à se professionnaliser

La 3^{ème} édition du salon Business to Business (B to B) s'est déroulé à Antananarivo du 11 au 13 juin 2003 à l'initiative de l'agence Synergy Communication. Il avait pour objectif d'aider les acteurs du secteur informel à trouver des marchés, des financements et des services afin de mieux s'intégrer dans le milieu de l'entrepreneuriat et à se professionnaliser. Le salon B to B a réuni plus de 25 exposants dont la plupart offrait des services. Les entreprises du secteur formel pouvaient y trouver des solutions à leurs problèmes concernant le secteur du commerce et des services. Une dizaine de conférences-débats étaient programmées.

RODRIGUES

Solidarité

10.00 euros pour réparer les dégâts du cyclone Kalunde

Après l'organisation de l'opération "Solidarité Rodrigues" initiée par Jean-Marie Richard d'Imagine, Rs.250.000 (10.000 euros environ), en espèce et en nature, ont été remis au Chef commissaire Serge Clair en déplacement à Maurice. Ces dons permettront aux Rodriguais de réparer une partie des dégâts causés par le passage du cyclone Kalunde. Serge Clair a remercié les Mauriciens pour leur générosité. Il a souligné "la nouvelle forme de relation" qui s'est créée entre Maurice et Rodrigues depuis le passage à l'autonomie. "Nous sommes comme des partenaires", a ajouté le Chef commissaire.

SEYCHELLES

Vie associative

Les anciens boursiers du gouvernement français s'organisent

Les anciens boursiers et stagiaires du gouvernement français se sont rencontrés le 7 juin 2003 pour adopter de nouveaux statuts et aborder les questions pouvant donner un élan à l'association. Une réunion préparée par un comité provisoire de dix membres. L'Association seychelloise des anciens boursiers du gouvernement français, créée en mai 2001 à l'issue d'une réunion extraordinaire de quelques anciens boursiers, fonctionne depuis août 2002. Elle se veut un lieu de convivialité, de rencontres, de dialogue, d'échanges et de partage.

MOHELI

Développement local

Le Centre de Ressources de Mohéli (C.R.M.) au service de tous

Le Centre de Ressources de Mohéli (C.R.M.) fondée en 2000 est un outil d'information et de formation à la disposition des Mohéliens, plus particulièrement de ceux qui sont engagés dans le développement de leur village.

Le C.R.M. soutient les activités de développement : appui et conseil aux initiatives communautaires à travers le Programme Pluriannuel de micro-réalisations (PPMR) du 8ème Fonds européen de développement (F.E.D.) et le projet d'amélioration de la nutrition dans l'île de Mohéli ; Programme média Radio-Shababi pour produire et diffuser des émissions et débats sur des thèmes de développement ; ouverture à d'autres associations pour des séminaires, des conférences-débats, des formations et des réunions ; activités socio-éducatives, pédagogiques, théâtrales (causerie sur les mœurs, les structures sociales, les traditions, etc.) et culturelles sous forme de cours de soutien scolaire ; mise à disposition d'un fonds documentaire sur le développement ; formation de secrétariat bureautique avec maîtrise de l'outil informatique et d'initiation à l'Interne.

Le C.R.M. travaille en partenariat avec les ministères de l'Education, de la Santé publique, de la Population et des Affaires sociales, de l'Information, de la Jeunesse et sport ; les institutions internationales (Union européenne, UNICEF, OMS, PNUD, FNUAP...), l'Ambassade de France, le Conseil général des Bouches du Rhône, la ville du Havre, les différents projets de développement local, les ONG et associations, le lycée de Mitsamiouli...

Centre de Ressources de Mohéli : crm@snpt.km

UNION DES COMORES

Pêche

Vers la création d'un fonds de développement

Le ministre du Développement, des Infrastructures, des Postes et Télécommunications et des Transports internationaux, Houmed Msaidié et le président de l'Organisation pour le Développement de la Pêche aux Comores (ODPC) ont procédé, au début du mois de juin 2003, à la signature d'un protocole d'accord. Il concerne l'organisation et le développement de la pêche. Selon Mohamed Halifa, directeur national de la pêche, le protocole vise "à promouvoir la collaboration entre l'organisation des pêcheurs et les pouvoirs publics, en développant les activités de production de commercialisation, de transformation et de conservation des ressources halieutiques". Il est envisagé la création d'un fonds de développement du secteur de la pêche pour appuyer le développement des infrastructures de conservation et de commercialisation. Ce fonds aidera à la mise en place d'un centre d'achat d'intrants de pêche et la contribution à la sécurité des pêcheurs en mer.

Ce bulletin édité par la Fédération Communautaire de l'Océan Indien (F.C.O.I.) et Le centre de ressources Ville et Hauts est celui du développement local, de la coopération régionale associative et du développement durable.

- Vous voulez parler de vos activités, nos colonnes vous sont ouvertes - Envoyez vos informations à matera@guetali.fr
- Vous voulez que des organisations amies reçoivent ce journal, vous pouvez soit leur transmettre ce numéro, soit nous communiquer leurs coordonnées
- Vous voulez vous désabonner, prière de nous le faire savoir

Directeurs de la publication :

Françoise Wong-Pin, Directrice du Centre de
Ressources
Paul Hoarau, Président de la F.C.O.I.

**Ce bulletin de liaison est diffusé via courrier
électronique**

Réunion : Paul Hoarau, Françoise Wong-Pin
Maurice : Ram Nookadee
Comores : Sitti Tafidja Sambaouma
Mayotte : Saïd Omar Oili
Seychelles : Mira Savy
Rodrigues : Ruy Karl Allas
Madagascar : Jean-Michel Razafindramanana

Si vous souhaitez en être destinataire, veuillez contacter :
Agence Presse Océan Indien - E-mail : matera@guetali.fr



Cette publication a été réalisée grâce à la participation du Fonds Social Européen.